

# LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

<b>Présentation - Définitions</b>	74
<b>8-1</b> La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	76
<b>8-2</b> Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2014	77
<b>8-3</b> Les effectifs des collectivités locales par région	78
<b>8-4</b> Les collectivités locales par taille d'effectifs	79
<b>8-5</b> Les effectifs des collectivités selon le nombre d'habitants	80
<b>8-6</b> Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	81
<b>8-7</b> Les effectifs des collectivités selon la filière	82
<b>8-8</b> Les effectifs des collectivités selon l'âge	83
<b>8-9</b> Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	84

# La fonction publique territoriale

## PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2014, on compte 1,98 million d'agents rémunérés sur emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 468 000 agents sont titulaires, 364 200 sont contractuels, 86 800 agents bénéficient de contrats aidés et 62 400 relèvent d'autres statuts (assistants maternels et familiaux, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, 48 600 agents occupent des postes dits secondaires dans les collectivités locales, soit des postes occupés par des agents ayant déjà une activité principale, dans la fonction publique ou dans le privé.

Entre fin 2013 et fin 2014, les effectifs de la FPT ont progressé de 1,5 % (y c. bénéficiaires de contrats aidés), après +2,0 % en 2013. Deux facteurs contribuent à l'augmentation d'ensemble. D'une part, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a progressé de 19,5 % (+14 200 agents). D'autre part, les effectifs de la filière animation dans les communes et leurs groupements ont augmenté de 9,8 % (+10 100 agents), sous l'effet notamment de la généralisation des nouveaux rythmes scolaires. En dehors de ces deux effets, les effectifs de la fonction publique territoriale progressent seulement de 0,35 %. Les effectifs progressent dans tous les niveaux de collectivités. C'est dans les EPCI à fiscalité propre que la croissance est la plus soutenue (+4,0 %).

Les employeurs de la FPT sont nombreux : plus de 47 000, dont 11 % ne rémunèrent que des agents sur des emplois secondaires ou des contrats aidés. Ces employeurs englobent les collectivités territoriales stricto sensu (régions, départements et communes), leurs établissements associés ainsi que d'autres établissements publics locaux divers. Hors bénéficiaires de contrats aidés, les organismes communaux (les communes et leurs établissements associés) et les organismes intercommunaux concentrent plus des trois quarts des effectifs de la FPT et les organismes départementaux près de 20 %.

Les collectivités de plus de 350 agents (860 collectivités fin 2014) regroupent près de 60 % des effectifs (hors bénéficiaires de contrats aidés). À l'inverse, les collectivités qui emploient moins de 10 agents (plus de 32 600 fin 2014) ne totalisent que 5 % de l'ensemble des effectifs territoriaux.

Les trois quarts des agents de la FPT appartiennent à la catégorie C. Les agents de catégorie A représentent 9,5 % des effectifs territoriaux contre 28,9 % dans la fonction publique de l'État hors enseignants, et 31,0 % dans la fonction publique hospitalière (en 2013).

La filière technique et la filière administrative regroupent près de 70 % des effectifs territoriaux. Les autres filières emploient moins d'un agent sur trois. La répartition des emplois par filière varie fortement selon le niveau de collectivité : la filière technique est fortement présente dans les régions et la filière administrative l'est davantage dans les organismes départementaux.

Les fonctionnaires sont relativement plus âgés que les contractuels : près de 6 % des titulaires ont moins de 30 ans alors que cette proportion dépasse les 30 % chez les contractuels.

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes. Elles sont davantage présentes dans les organismes communaux et départementaux. Et la part des femmes dans les trois niveaux hiérarchiques est assez similaire.

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 4 décembre 2014 (cf. 8.9), pour la première fois en même temps dans les trois versants.

**Les résultats relatifs à l'année 2014 présentés dans cette édition s'appuient sur des données provisoires mises à disposition par l'Insee en décembre 2015. Ils sont, par conséquent, susceptibles d'être révisés.**

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Insee, *Informations Rapides* n° 303, décembre 2015, [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

*Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2015, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr)*

« L'emploi dans la fonction publique territoriale en 2013 », *Bulletin d'informations statistiques* n° 107, décembre 2015, [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr)

*Complément méthodologique suite à l'introduction du nouveau système d'information (SIASP) en ligne sur le site de la DGAFP, [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr)*

## DÉFINITIONS

### Les trois versants de la fonction publique :

La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.

La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** (1984) a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.

La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :

- les établissements d'hospitalisation publics ;
- les maisons de retraite publiques ;
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
- les centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics ou à caractère public.

### SIASP : système d'information sur les agents des services publics

Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP) élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'État-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives.

Il constitue l'équivalent pour le secteur public des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

### Emploi principal et emploi secondaire :

Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Ce sont le plus souvent des agents contractuels qui sont concernés.

### EPA : établissements publics à caractère administratif

Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public.

Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

### Contrats aidés :

Un contrat aidé est un contrat de travail dérogeant au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides

directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

### Les notions de cadre d'emplois et de filière :

La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois « Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ».

La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.

- A : fonctions de direction et de conception ;
- B : fonctions d'application et de maîtrise ;
- C : fonctions d'exécution.

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État.

Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois.

Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

### Comité technique (CT) :

Un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste à un tour, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités techniques sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

### Les centres de gestion :

Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

# 8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

## EFFECTIFS DANS LES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR STATUT AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers)

	2012	2013	2014 <sup>(p)</sup>
<b>Total 3 versants FP</b>	<b>5 372,6</b>	<b>5 416,9</b>	<b>5 431,1</b>
<b>Total FPE</b>	<b>2 373,2</b>	<b>2 385,5</b>	<b>2 375,3</b>
dont fonctionnaires	1 538,9	1 529,4	n.d.
dont contractuels	351,8	370,4	n.d.
<b>Total FPT</b>	<b>1 862,4</b>	<b>1 878,7</b>	<b>1 894,7</b>
dont fonctionnaires	1 429,9	1 453,1	1 468,0
dont contractuels	369,7	362,8	364,2
<b>Total FPH</b>	<b>1 137,0</b>	<b>1 152,7</b>	<b>1 161,1</b>
dont titulaires	829,6	836,0	n.d.
dont contractuels	192,7	198,7	n.d.

<sup>(p)</sup> provisoire.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les assistants maternels et apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

## ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

(en %)

	Évolution annuelle		
	moyenne entre fin 2002 et fin 2013	entre fin 2012 et fin 2013	entre fin 2013 et fin 2014 (p)
<b>Fonction publique de l'État</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,4</b>
<b>Fonction publique territoriale</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>
<b>Fonction publique hospitalière</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>
<b>Trois fonctions publiques</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>

<sup>(p)</sup> provisoire

Sources : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2015 pour les exercices 2012 et 2013.

Insee, Informations Rapides n° 303, décembre 2015 pour l'exercice 2014.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les assistants maternels et les apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

FPE : France hors Mayotte.

FPT : France hors Mayotte.

FPH : France hors Mayotte, y c. internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris les médecins libéraux.

# Les effectifs des collectivités locales **8-2** au 31 décembre 2014

## LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

au 31 décembre	2012	2012/2013	2013	2013/2014	2014
<b>1 – Organismes communaux</b>	<b>1 155 846</b>	<b>0,4 %</b>	<b>1 160 602</b>	<b>0,6 %</b>	<b>1 168 114</b>
Communes de moins de 1 000 habitants	75 313		74 420		74 133
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	61 360		61 185		61 380
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	63 603		64 103		65 321
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	52 959		52 434		52 160
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	123 955		125 454		126 027
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	134 160		134 030		134 905
Communes de 20 000 à 49 999 habitants	211 280		214 067		214 598
Communes de 50 000 à 79 999 habitants	88 634		87 899		88 523
Communes de 80 000 à 99 999 habitants	31 026		30 957		31 168
Communes de 100 000 habitants et plus	182 942		183 714		186 583
<b>Total des communes</b>	<b>1 025 232</b>	<b>0,3%</b>	<b>1 028 263</b>	<b>0,6%</b>	<b>1 034 798</b>
<b>Établissements communaux</b>	<b>130 614</b>	<b>1,3%</b>	<b>132 339</b>	<b>0,7%</b>	<b>133 316</b>
<b>2 – Organismes intercommunaux</b>	<b>257 847</b>	<b>3,4%</b>	<b>266 635</b>	<b>2,7%</b>	<b>273 884</b>
Communautés urbaines et métropoles	42 707	1,5%	43 339	-0,7%	43 027
Communautés d'agglomération	72 293	9,2%	78 949	6,6%	84 179
Communautés de communes	73 728	3,3%	76 157	4,4%	79 502
SAN***	2 294	-20,8%	1 816	-9,2%	1 649
<b>Total des EPCI* à fiscalité propre</b>	<b>191 022</b>	<b>4,8%</b>	<b>200 261</b>	<b>4,0%</b>	<b>208 357</b>
SIVOM	8 982	-4,8%	8 551	-2,0%	8 381
SIVU	25 290	-0,2%	25 251	-6,3%	23 667
Syndicats mixtes	30 401	0,1%	30 423	2,9%	31 299
Autres étab. publics intercommunaux	2 152	-0,1%	2 149	1,4%	2 180
<b>Total des groupements intercommunaux hors EPCI à fiscalité propre</b>	<b>66 820</b>	<b>-0,7%</b>	<b>66 362</b>	<b>-1,3%</b>	<b>65 509</b>
<b>3 – Organismes départementaux</b>	<b>360 356</b>	<b>0,5%</b>	<b>362 087</b>	<b>0,2%</b>	<b>362 819</b>
Départements	294 543	0,3%	295 336	0,0%	295 337
Établissements publics départementaux	65 813	1,4%	66 751	1,1%	67 482
<b>4 – Régions</b>	<b>81 682</b>	<b>-0,6%</b>	<b>81 189</b>	<b>0,4%</b>	<b>81 477</b>
<b>5 – Autres**</b>	<b>6 688</b>	<b>23,1%</b>	<b>8 233</b>	<b>1,6%</b>	<b>8 363</b>
<b>Total des emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés (1)</b>	<b>1 862 419</b>	<b>0,9%</b>	<b>1 878 746</b>	<b>0,8%</b>	<b>1 894 657</b>
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	50 429	44,0%	72 609	19,5%	86 804
<b>Total des emplois principaux (1) + (2)</b>	<b>1 912 848</b>	<b>2,0%</b>	<b>1 951 355</b>	<b>1,5%</b>	<b>1 981 461</b>
Emplois secondaires (3)	43 885	11,8%	49 080	-1,0%	48 585
<b>Total des emplois (1) + (2) + (3)</b>	<b>1 956 733</b>	<b>2,2%</b>	<b>2 000 435</b>	<b>1,5%</b>	<b>2 030 046</b>

\* Établissement public de coopération intercommunale.

\*\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

\*\*\* Transformation d'un SAN en communauté d'agglomération en 2013.

Strates construites avec les populations municipales millésimées 2012 et 2013.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS TERRITORIAUX PAR RÉGION SELON LE TYPE DE COLLECTIVITÉ

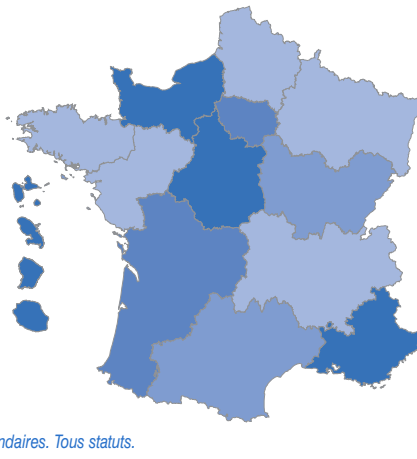
au 31 décembre	Effectifs			Structure en %		Répartition en % pour 2014					
	2013	2014	Évolution en %	Poids des titulaires	Poids de la catégorie C	Conseils généraux et régionaux	Communes et établissements communaux	Organismes inter-communaux	SDIS*	Autres**	Ensemble des collectivités
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	132 153	133 419	+1,0	74,1	75,5	22,5	51,0	22,4	2,9	1,1	100,0
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	184 503	186 894	+1,3	76,7	79,0	19,7	57,5	17,7	3,1	1,9	100,0
Auvergne-Rhône-Alpes	215 993	219 731	+1,7	74,6	75,2	19,2	61,4	15,2	3,1	1,1	100,0
Bourgogne-Franche-Comté	74 149	74 793	+0,9	75,7	76,1	25,2	53,1	17,4	2,9	1,4	100,0
Bretagne	92 632	94 680	+2,2	74,4	76,0	19,5	58,6	17,3	2,4	2,1	100,0
Centre-Val de Loire	69 264	69 915	+0,9	78,2	77,3	21,5	61,0	13,9	3,0	0,6	100,0
Corse	11 920	12 442	+4,4	81,7	81,5	33,8	47,3	12,9	4,9	1,0	100,0
Île-de-France	371 421	376 478	+1,4	72,4	72,4	15,4	75,4	6,5	1,5	1,2	100,0
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	187 132	189 836	+1,4	75,8	78,7	20,5	57,4	18,9	2,4	0,8	100,0
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	174 208	176 582	+1,4	70,8	78,7	21,5	59,2	15,3	3,3	0,8	100,0
Normandie	96 505	97 766	+1,3	74,0	78,1	21,0	56,0	19,4	2,6	1,0	100,0
Pays de la Loire	95 054	96 421	+1,4	79,5	75,9	18,3	61,5	16,4	2,8	1,1	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	165 450	167 971	+1,5	80,7	77,6	16,9	65,3	13,2	3,9	0,8	100,0
<b>Métropole</b>	<b>1 870 384</b>	<b>1 896 928</b>	<b>+1,4</b>	<b>75,1</b>	<b>76,3</b>	<b>19,4</b>	<b>62,0</b>	<b>14,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>100,0</b>
Guadeloupe	15 765	16 177	+2,6	81,6	87,1	19,7	69,8	7,4	2,7	0,5	100,0
Guyane	8 799	9 191	+4,5	59,9	83,8	32,7	58,2	3,4	3,0	2,7	100,0
Martinique	16 820	17 260	+2,6	64,3	78,8	23,6	66,3	6,8	2,1	1,2	100,0
La Réunion	39 587	41 905	+5,9	33,8	86,8	20,7	70,1	5,7	2,8	0,7	100,0
<b>Régions d'outre-mer</b>	<b>80 971</b>	<b>84 533</b>	<b>+4,4</b>	<b>52,0</b>	<b>84,9</b>	<b>22,4</b>	<b>68,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>
<b>France</b>	<b>1 951 355</b>	<b>1 981 461</b>	<b>+1,5</b>	<b>74,1</b>	<b>76,7</b>	<b>19,5</b>	<b>62,2</b>	<b>14,4</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>100,0</b>

\* SDIS : services départementaux d'incendie et de secours.

\*\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, CNFPT, centres de gestion et autres EPA locaux.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts, y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

TAUX D'ADMINISTRATION  
RÉGIONAL  
EN 2014

En EQTP pour 1 000 habitants

De 21 à moins de 24

De 24 à moins de 28

De 28 à moins de 31

De 31 à 41

Moyenne France : 27

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

EQTP : équivalents temps plein.

# Les collectivités locales par taille d'effectifs 8-4

## RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LES EFFECTIFS EMPLOYÉS AU 31 DÉCEMBRE 2014

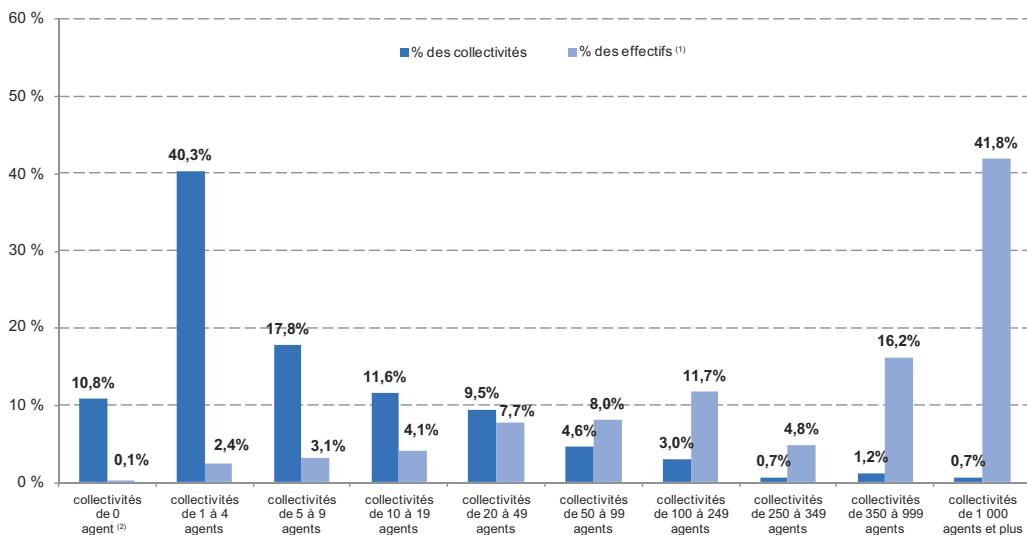
Taille de la collectivité en nombre d'agents sur emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés	Nombre de collectivités*	Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés		Bénéficiaires de contrats aidés	Effectifs sur emplois secondaires
		Effectifs	En %		
Aucun agent	5 099	-	-	1 853	5 740
de 1 à 4 agents	19 070	41 636	2,2	6 373	6 774
de 5 à 9 agents	8 437	55 789	2,9	6 387	2 613
de 10 à 19 agents	5 476	73 639	3,9	7 469	2 063
de 20 à 49 agents	4 474	140 275	7,4	11 545	3 518
de 50 à 99 agents	2 158	149 723	7,9	9 562	3 495
de 100 à 249 agents	1 442	219 903	11,6	12 764	4 533
de 250 à 349 agents	308	90 987	4,8	3 975	1 867
de 350 à 999 agents	550	311 362	16,4	9 965	5 938
1 000 agents et plus	310	811 356	42,8	16 911	12 044
<b>Total</b>	<b>47 324</b>	<b>1 894 670</b>	<b>100,0</b>	<b>86 804</b>	<b>48 585</b>

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

\* Collectivités locales employant au moins un agent sur emploi principal, contrat aidé ou emploi secondaire.

## RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS<sup>(1)</sup> PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ EN 2014



Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte.

<sup>(1)</sup> Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, les bénéficiaires de contrats aidés et les emplois secondaires. En revanche, la taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

<sup>(2)</sup> Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés.

# 8-5 Les effectifs des collectivités selon le nombre d'habitants

## COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS COMMUNAUX AYANT DES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014

Strate démographique de la commune*	Nombre de collectivités		Effectifs physiques moyens par collectivité		Taux d'administration en etp (pour 1 000 habitants)	
	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**
Communes de moins de 200 hab.	4 309	9	2	5	7,6	0,1
Communes de 200 à 499 hab.	9 278	63	3	10	6,5	0,2
Communes de 500 à 1 999 hab.	11 568	582	10	25	8,5	1,1
Communes de 2 000 à 3 499 hab.	2 191	469	33	27	10,9	1,8
Communes de 3 500 à 4 999 hab.	919	375	61	22	13,0	1,8
Communes de 5 000 à 9 999 hab.	1 121	725	120	25	15,5	1,9
Communes de 10 000 à 19 999 hab.	505	463	281	45	18,2	2,5
Communes de 20 000 à 49 999 hab.	327	357	678	74	20,2	2,3
Communes de 50 000 à 99 999 hab.	81	97	1 525	159	21,3	2,5
Communes de 100 000 à 299 999 hab.	36	50	2 711	288	16,0	2,3
Communes de 300 000 hab. et plus	5	26	18 409	462	18,8	2,4
<b>Ensemble des organismes communaux</b>	<b>30 340</b>	<b>3 216</b>	<b>36</b>	<b>44</b>	<b>15,0</b>	<b>1,9</b>

\* Populations municipales millésimées 2013.

\*\* Centres communaux d'action sociale (CCAS), Caisses des écoles (CDE).

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

## DÉPARTEMENTS ET ÉTABLISSEMENTS DÉPARTEMENTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014

Strate démographique du département*	Nombre de collectivités		Effectifs moyens par collectivité		Taux d'administration en etp (pour 1 000 habitants)	
	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**
Moins de 300 000 habitants	25	50	1 365	104	6,6	1,0
De 300 000 à 499 999 habitants	24	49	2 109	208	5,3	1,1
De 500 000 à 799 999 habitants	24	49	2 776	343	4,4	1,1
De 800 000 habitants et plus	26	46	5 596	774	4,1	1,0
<b>Ensemble des départements hors Mayotte et Paris</b>	<b>99</b>	<b>194</b>	<b>2 998</b>	<b>350</b>	<b>4,5</b>	<b>1,0</b>

\* Populations municipales millésimées 2013.

\*\* Établissements publics administratifs, services départementaux d'incendie (SDIS), centres de gestion et CNFPT.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte et Paris. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.



# Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique 8-6

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

(effectifs en milliers, taux en %)

		Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total
<b>Fonctionnaires</b>							
A	Effectifs	57,7	25,8	43,1	7,3	1,1	134,8
	Taux de féminisation	64,0	53,3	66,9	59,7	44,0	62,5
B	Effectifs	102,8	34,1	72,4	4,5	0,7	214,4
	Taux de féminisation	61,7	56,3	72,2	64,4	54,6	64,4
C	Effectifs	737,7	146,8	171,5	59,8	2,2	1 118,0
	Taux de féminisation	61,2	47,2	46,5	57,4	54,0	56,9
n.d.	Effectifs	0,4	0,0	0,3	0,0	0,0	0,8
	Taux de féminisation	71,7	63,6	69,0	66,7	100,0	70,2
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>898,6</b>	<b>206,6</b>	<b>287,3</b>	<b>71,6</b>	<b>4,0</b>	<b>1 468,0</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>61,4</b>	<b>49,5</b>	<b>56,1</b>	<b>58,0</b>	<b>51,4</b>	<b>58,5</b>
<b>Contractuels et collaborateurs de cabinet</b>							
A	Effectifs	20,3	11,2	8,5	2,5	1,6	44,2
	Taux de féminisation	59,2	52,3	62,1	51,8	49,3	57,2
B	Effectifs	32,2	13,2	9,9	0,5	1,2	57,0
	Taux de féminisation	59,4	51,9	72,6	51,7	50,7	59,7
C	Effectifs	189,6	38,6	18,7	6,1	1,4	254,3
	Taux de féminisation	73,5	64,0	64,3	62,5	57,7	71,0
n.d.	Effectifs	8,0	1,5	0,9	0,3	0,2	11,0
	Taux de féminisation	70,6	53,1	69,8	49,3	41,5	67,0
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>250,2</b>	<b>64,5</b>	<b>38,0</b>	<b>9,4</b>	<b>4,4</b>	<b>366,5</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>70,4</b>	<b>59,3</b>	<b>66,1</b>	<b>58,6</b>	<b>51,9</b>	<b>67,5</b>
<b>Assistants maternels et familiaux</b>							
	<b>Effectifs</b>	<b>12,6</b>	<b>1,4</b>	<b>36,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>50,0</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>99,7</b>	<b>99,6</b>	<b>92,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>94,6</b>
<b>Bénéficiaires de contrats aidés</b>							
	<b>Effectifs</b>	<b>64,5</b>	<b>12,4</b>	<b>8,4</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>86,8</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>51,6</b>	<b>49,5</b>	<b>53,8</b>	<b>47,4</b>	<b>62,5</b>	<b>51,4</b>
<b>Apprentis</b>							
	<b>Effectifs</b>	<b>6,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>10,1</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>48,0</b>	<b>50,4</b>	<b>52,5</b>	<b>44,3</b>	<b>32,0</b>	<b>48,7</b>
<b>Total</b>							
A	Effectifs	78,0	36,9	51,6	9,8	2,7	179,0
	Taux de féminisation	62,8	53,0	66,1	57,6	47,2	61,2
B	Effectifs	135,0	47,3	82,3	5,0	1,8	271,4
	Taux de féminisation	61,2	55,1	72,3	63,0	52,2	63,4
C	Effectifs	1 011,2	200,5	236,1	67,7	3,8	1 519,3
	Taux de féminisation	63,3	51,0	55,3	57,5	55,6	60,1
n.d.	Effectifs	8,5	1,6	1,2	0,3	0,2	11,8
	Taux de féminisation	70,7	53,3	69,6	50,0	41,8	67,2
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>1 232,6</b>	<b>286,3</b>	<b>371,2</b>	<b>82,8</b>	<b>8,5</b>	<b>1 981,5</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>63,1</b>	<b>51,9</b>	<b>60,6</b>	<b>57,9</b>	<b>51,9</b>	<b>60,7</b>

\* OPHLM, Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Note de lecture : Dans les organismes communaux, sur 898,6 milliers d'agents fonctionnaires 57,7 mille appartiennent à la catégorie A. Parmi eux on dénombre 64,0 % de femmes.

n.d. : catégorie hiérarchique non déterminée.

Source : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

# 8-7 Les effectifs des collectivités selon la filière

## RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PAR FILIÈRE ENTRE FIN 2013 ET FIN 2014

	Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total	Évolution 2013/2014
Administrative	247 324	65 214	93 272	17 161	2 877	425 848	0,5
Animation	95 920	15 926	1 090	13	569	113 518	9,8
Culturelle	51 580	19 219	7 426	384	2 705	81 314	1,8
Incendie et secours	208	67	39 695	ns	-	39 972	1,5
Médico-sociale	55 995	7 763	20 465	20	106	84 349	0,4
Médico-technique	903	196	1 583	ns	ns	2 686	-0,2
Police municipale	21 302	683	14	-	-	21 999	0,5
Sociale	121 743	17 567	37 329	85	62	176 786	1,1
Sportive	13 246	5 697	497	14	23	19 477	-0,7
Technique	527 562	136 564	119 695	62 811	1 784	848 416	0,0
Autres cas **	11 433	1 959	3 913	330	222	17 857	-2,0
<b>Total</b>	<b>1 147 216</b>	<b>270 855</b>	<b>324 979</b>	<b>80 822</b>	<b>8 350</b>	<b>1 832 222</b>	<b>0,9</b>

\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

\*\* Emplois de cabinet et autres agents non classables dans une filière.

ns : non significatif

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux et les apprentis font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

## POIDS DES FONCTIONNAIRES PAR FILIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en %)

	Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total
Administrative	84,5	78,3	87,4	80,5	48,7	83,8
Animation	51,1	58,4	57,7	61,5	51,7	52,2
Culturelle	67,0	70,9	70,7	86,2	49,9	67,8
Incendie et secours	29,3	16,4	99,6	-	-	99,1
Police municipale	96,9	95,3	78,6	-	-	96,8
Sociale	77,3	65,0	85,5	25,9	46,8	77,8
Sportive	76,7	65,4	80,7	92,9	56,5	73,5
Technique	83,4	81,5	89,3	91,3	48,7	84,4
Médico-sociale	71,4	69,5	82,9	25,0	18,5	74,0
Médico-technique	40,2	43,4	88,4	100,0	-	68,8
Autres cas**	7,8	4,6	63,3	6,4	0,5	18,9
<b>Total</b>	<b>78,2</b>	<b>76,2</b>	<b>88,3</b>	<b>88,4</b>	<b>47,6</b>	<b>80,0</b>

\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

\*\* Emplois de cabinet et autres agents non classables dans une filière.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux et les apprentis font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

# Les effectifs des collectivités locales selon l'âge **8-8**

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ÂGE AU 31 DÉCEMBRE 2014

	Organismes communaux			Organismes intercommunaux			Organismes départementaux			Organismes régionaux			Autres*			Total		
	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total
	Contractuels			Contractuels			Contractuels			Contractuels			Contractuels			Contractuels		
Moins de 25 ans	1,0	17,3	<b>4,6</b>	1,1	12,5	<b>3,8</b>	0,7	11,1	<b>1,9</b>	0,3	5,8	<b>0,9</b>	1,9	8,1	<b>5,2</b>	<b>1,0</b>	<b>15,4</b>	<b>3,8</b>
De 25 à 29 ans	4,8	14,5	<b>6,9</b>	5,8	16,4	<b>8,3</b>	4,5	18,6	<b>6,1</b>	2,3	12,2	<b>3,4</b>	5,8	14,1	<b>10,2</b>	<b>4,8</b>	<b>15,2</b>	<b>6,8</b>
De 30 à 39 ans	18,7	21,7	<b>19,4</b>	24,3	26,5	<b>24,8</b>	22,5	24,2	<b>22,7</b>	13,6	23,1	<b>14,7</b>	21,4	29,2	<b>25,5</b>	<b>20,0</b>	<b>23,0</b>	<b>20,6</b>
De 40 à 49 ans	33,7	22,7	<b>31,3</b>	34,3	23,5	<b>31,7</b>	33,2	22,4	<b>31,9</b>	37,9	30,7	<b>37,1</b>	31,8	24,7	<b>28,1</b>	<b>33,9</b>	<b>23,0</b>	<b>31,7</b>
De 50 à 54 ans	19,3	10,1	<b>17,3</b>	16,5	9,4	<b>14,8</b>	17,9	9,2	<b>16,9</b>	21,9	13,0	<b>20,9</b>	15,6	10,2	<b>12,8</b>	<b>18,8</b>	<b>10,0</b>	<b>17,0</b>
De 55 à 59 ans	16,6	8,3	<b>14,8</b>	13,6	7,6	<b>12,2</b>	15,7	8,2	<b>14,9</b>	17,6	9,7	<b>16,7</b>	14,7	7,8	<b>11,1</b>	<b>16,0</b>	<b>8,2</b>	<b>14,5</b>
60 ans et plus	5,8	5,4	<b>5,7</b>	4,4	4,0	<b>4,3</b>	5,4	6,3	<b>5,5</b>	6,4	5,4	<b>6,3</b>	8,7	5,8	<b>7,2</b>	<b>5,5</b>	<b>5,3</b>	<b>5,5</b>
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

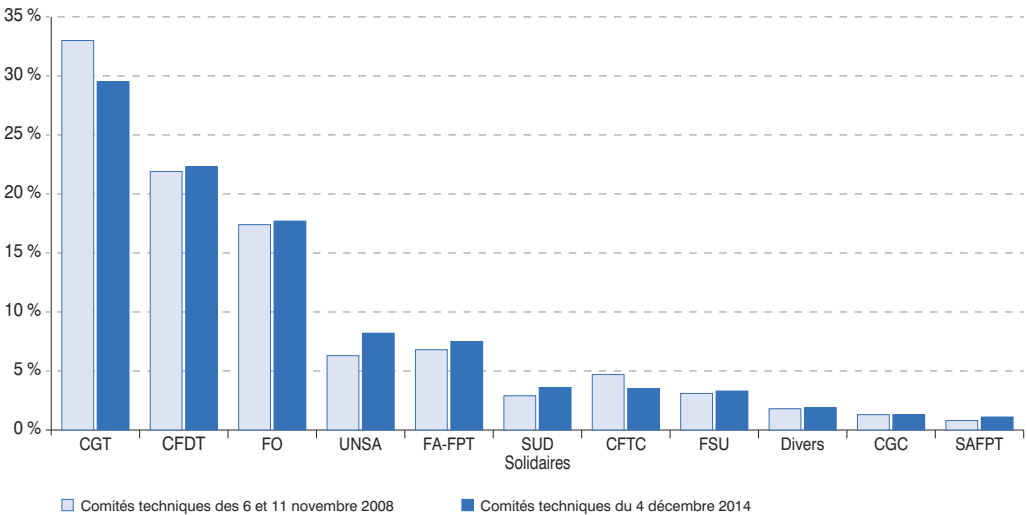
## RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

	Comités techniques 6 et 11 novembre 2008		Comités techniques 4 décembre 2014	
	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%
Inscrits*	1 695 934		1 892 961	
Votants	1 001 485	59,1	1 039 382	54,9
Suffrages exprimés	949 571		988 630	
CFDT	207 949	21,9	220 777	22,3
CFTC	44 705	4,7	34 787	3,5
CGC	11 902	1,3	12 689	1,3
CGT	313 032	33,0	291 964	29,5
FA-FPT	65 016	6,8	73 858	7,5
FO	165 470	17,4	175 129	17,7
FSU	29 860	3,1	32 788	3,3
SAFPT	7 441	0,8	11 040	1,1
SUD Solidaires	27 762	2,9	35 697	3,6
UNSA	59 381	6,3	80 723	8,2
Divers	17 054	1,8	19 178	1,9

Source : DGCL.

\* En 2014, les électeurs relevant des administrations parisiennes (76 000) sont comptabilisés dans les inscrits. Ils ne le sont pas en 2008.

## RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



Source : DGCL.